

## Est-ce que le patient hospitalisé a le droit de communiquer avec l'extérieur?

Mais oui. Le patient a le droit d'envoyer et de recevoir du courrier sans que celui-ci soit ouvert, examiné ou retenu, sauf dans des circonstances très particulières qui sont décrites dans la loi. Par exemple, si la teneur d'une communication adressée au patient risque de gêner son traitement ou de l'affecter outre mesure, ou si une lettre écrite par un patient risque d'être injurieuse pour le destinataire ou de porter préjudice au patient.

Cependant, le courrier d'un patient adressé à un avocat, à un membre d'un Conseil régional ou consultatif de révision ou à un député à l'Assemblée législative ne peut pas être ouvert.

## Quelles sont les mesures de protection des dossiers confidentiels des patients?

Une nouvelle disposition de la loi stipule que, certaines exceptions mises à part, *personne ne peut divulguer, transmettre ou examiner le contenu d'un dossier médical*. Dans la plupart des cas, il n'est permis de révéler le contenu qu'avec le consentement 1) du patient adulte et en possession de toutes ses facultés, ou 2) du parent le plus proche du patient si celui-ci n'a pas encore atteint l'âge de la majorité ou ne possède pas toutes ses facultés.

### Autres points saillants:

- Fait exception à la règle sur la divulgation, le personnel de l'hôpital qui est en charge du traitement du patient.

- Lors d'une urgence, il est permis de divulguer le contenu du dossier médical d'un ancien patient à un membre de l'établissement médical où il est traité.
- Lorsqu'un dossier médical fait l'objet de recherches ou d'une étude médicale ou statistique, l'identité du patient doit rester secrète.

En fait, une nouvelle modification protège la confidentialité du dossier médical du patient même contre la divulgation devant les tribunaux, à moins qu'il ne soit jugé essentiel dans l'intérêt de la justice d'en révéler le contenu.

## Qui décide si le patient a besoin d'aide pour gérer ses affaires?

Les modifications apportées à la loi permettent à présent aux patients hospitalisés et aux malades externes de recevoir l'aide du curateur de la province (un fonctionnaire public) pour la gestion de leurs affaires.

Le médecin qui, après avoir examiné le patient, estime que celui-ci n'est pas capable de gérer ses biens, signe un certificat d'incapacité (Certificate of Incompetence). Le curateur de la province a alors la charge de gérer les biens du patient.

*Le patient a le droit de faire réviser cette décision par le Conseil régional de révision tous les six mois.*

## Quelles sont les obligations du curateur de la province envers le patient?

Le curateur de la province doit faire un rapport de la même manière et avec les mêmes responsabilités qu'un curateur, tuteur ou un conseil nommé à cet effet.

Le curateur de la province est rémunéré pour ses services mais en cas de pauvreté ou de difficultés il peut offrir ses services gratuitement.

## Où puis-je en savoir plus long sur la loi sur les maladies mentales, 1978?

Le présent dépliant n'est qu'un résumé des points principaux de la loi actuelle sur les maladies mentales.

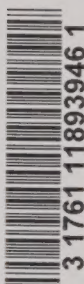
Pour obtenir une brochure plus détaillée, veuillez vous adresser à la Librairie du gouvernement de l'Ontario, 880, rue Bay, Toronto M7A 1N8. On peut également se procurer des exemplaires de la brochure au comptoir principal des établissements psychiatriques à travers la province.



Ontario

Ministère  
de la Santé

Dennis R. Timbrell  
Ministre



# LES MALADIES MENTALES ET LES DROITS DES PATIENTS

Ce dépliant a été préparé dans le but de servir de guide au public au sujet de la loi ontarienne sur les maladies mentales et des modifications qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1978.

Il est primordial de bien comprendre les droits fondamentaux que la loi confère. Les modalités indiquées ont pour but d'aider les malades mentaux à se rétablir au plus vite et au mieux.



Les maladies mentales sont un des problèmes de santé les plus urgents au Canada. Elles représentent aussi un des domaines les plus confus de la médecine, car les symptômes et les comportements se prêtent souvent à diverses interprétations. C'est pour cela qu'il est essentiel d'avoir une loi sur les maladies mentales qui donne aux médecins et aux autres professionnels de la santé des règles claires et complètes.

Cependant, ces règlements doivent aussi pouvoir être compris par les patients pour protéger leurs droits et leur expliquer comment le système de soins médicaux fonctionne en leur faveur.

Les questions et réponses ci-dessous ont trait aux domaines clés de l'hospitalisation involontaire, du renouvellement, du traitement, des procédures d'appel et de révision, de la confidentialité des dossiers médicaux et du rôle du curateur de la province.

## Quand un médecin a-t-il le droit de demander un examen psychiatrique pour son patient?

Un médecin peut demander à un psychiatre d'examiner une personne s'il "a des raisons valables de croire que la personne

- a) menace ou tente de se causer des lésions corporelles ou l'a fait par le passé,
  - b) se comporte ou s'est comportée envers une autre personne avec violence ou de manière à faire craindre qu'elle ne lui cause des lésions corporelles, ou
  - c) démontre ou a démontré ne pas être capable de prendre soin d'elle-même."
- En outre, le médecin doit "être d'avis que la personne souffre apparemment d'un désordre mental qui la porterait probablement à:

- d) se causer des lésions corporelles graves,
- e) causer de graves lésions corporelles à une autre personne, ou
- f) s'infliger une sérieuse infirmité physique de façon imminente."

## Que doit faire le médecin avant de pouvoir effectuer une demande d'examen psychiatrique?

Avant de signer la demande d'examen psychiatrique (Application for Assessment), le médecin doit 1) faire un examen médical, 2) étudier tous les faits avant d'émettre son opinion, 3) exposer les faits qu'il a observés ainsi que les faits qui lui ont été rapportés et sur lesquels il a basé son opinion.

## Que se passe-t-il après signature de la demande d'examen psychiatrique?

Quiconque, que ce soit un parent, un ami, un officier de police, etc., peut faire hospitaliser le malade dans un établissement psychiatrique (en usant raisonnablement de la force si nécessaire) *dans lequel il sera détenu pour être examiné pendant 5 jours maximum.*

Bien sûr, s'il le juge approprié, l'hôpital peut admettre la personne à titre de patient volontaire et ne pas tenir compte de la demande.

Au cours des cinq jours d'observation et d'examen, le patient peut à tout moment devenir un patient volontaire ou être renvoyé.

## Quelles sont les exigences requises pour retenir un patient pendant plus de cinq jours?

Il faut obtenir un *deuxième* avis d'un autre médecin qui travaille dans l'établissement psychiatrique. Ce médecin doit remplir un certificat d'admission involontaire (Certificate of Involuntary Admission) qui donne le droit de détenir la personne pendant deux semaines de plus maximum.

Le deuxième avis médical protège le patient et lui garantit que s'il est hospitalisé pendant plus de cinq jours, il sera examiné par au moins *deux* médecins dont l'un est rattaché à l'établissement psychiatrique.

Après deux semaines, le patient ne peut être retenu plus longtemps que sur présentation d'un certificat de renouvellement (Certificate of Renewal).

## Pendant combien de temps peut-on retenir un patient avec un certificat de renouvellement à l'appui?

Un patient involontaire ne peut être retenu plus d'un mois supplémentaire avec un certificat de renouvellement; pas plus de *deux* mois supplémentaires avec un deuxième certificat, et pas plus de *trois* mois avec un troisième certificat ou un certificat subséquent.

## Quelles sont les possibilités de révision de la situation d'un patient?

*Aussitôt qu'un patient devient un patient involontaire ou qu'un certificat de renouvellement est délivré en son nom, le patient ou la personne qui*

*agit en son nom peut demander à un Conseil régional de révision de vérifier si les exigences légales de l'hospitalisation ont été respectées.*

Une demande auprès d'un Conseil de révision peut aussi être effectuée à tout moment par le Ministre de la Santé, le Sous-ministre ou l'administrateur de l'établissement psychiatrique.

En tout cas, la situation de chaque patient qui est hospitalisé de manière continue est automatiquement révisée par le Conseil à la fin ou au cours de la première période de six mois (plus deux semaines et cinq jours) et ensuite chaque année.

Chaque année, le Conseil consultatif de révision, qui est présidé par un juge de la Cour suprême, étudie tous les dossiers des patients *hospitalisés dans un établissement psychiatrique sous l'Autorité d'un mandat du lieutenant-gouverneur délivré en vertu du Code criminel.*

Chacun a le droit de demander une aide juridique pour quelque raison que ce soit.

## Quels sont les droits des patients en matière de traitement?

Chaque patient, qu'il soit volontaire ou non, a droit à un traitement et au respect de tous ses droits. Un patient volontaire a le droit de quitter l'hôpital et de refuser un traitement en tout temps.

Un patient involontaire ne peut pas quitter l'hôpital sans le consentement de l'administrateur de l'hôpital. Un traitement sans le consentement du patient ou au nom du patient involontaire ne peut être donné que dans des circonstances très strictes, sous l'autorité du Conseil régional de révision. Une intervention psychos chirurgicale qui contrôle le comportement ne peut en aucun cas être pratiquée sur des patients involontaires.